

La moitié des imams ne parlent pas français

Notre pays compte plus de 300 mosquées dans lesquelles opèrent des imams qui, une fois sur deux, ne parlent ni français ni néerlandais.

● **Catherine ERNENS**

Vous voulez trouver un imam à interviewer ?... Un imam qui parle français ? La question devrait tomber sous le sens. Mais la réalité est là. Un imam sur deux, en Belgique, ne s'exprime ni en français ni en néerlandais. Ce serait le cas par exemple du président du conseil des théologiens de Belgique. Pour dialoguer avec lui, il faut s'adjoindre les services d'un traducteur.

L'organisation des autorités islamiques est très différente de celle des autres religions, et en particulier des autorités catholiques, très structurées et claires. Côté musulman, rien de tel. Les imams ont (trop) souvent peu ou pas de formation intellectuelle. L'essentiel de leurs compétences se résume alors à une capacité à psalmodier et réciter le Coran.

Nombre d'imams sont auto-proclamés comme tel. Ce n'est pas propre à l'Islam. Les protestants évangéliques pratiquent de même. Un prêtre catholique sera quant à lui passé par un séminaire et aura suivi trois années de philosophie et quatre de théologie. Une solide formation ne protège pas de toute dérive intégriste mais elle y contribue tout de même sérieusement.

Ce n'est pas tout. La fonction d'imam diffère énormément selon le courant islamique : chiite, sunnite, kharisjisme. Chez les chiites, « l'imamat » est une fonction sacralisée, réservée aux « descendants du prophète », entraînant le suivi d'un cursus théologique.

Inversement, dans la croyance sunnite, la fonction d'imam peut être portée par tout croyant reconnu par la communauté. Les sunnites formeraient la majorité musulmane en Belgique.

La reconnaissance des imams et des mosquées est primordiale si on veut en avoir un contrôle. Mais cette reconnaissance entraîne des moyens financiers à allouer, à l'égal de ce que reçoivent les autres cultes reconnus en Belgique. Une mosquée reconnue par l'État Belgique, ce sont trois salaires d'imams en moyenne à déboursier.

Les autorités belges n'ont donc pas forcément poussé jusqu'ici les communautés musulmanes à faire reconnaître leur mosquée. Pour des raisons idéologiques, notamment de séparation entre la religion et l'État. Mais surtout, sans doute, pour des raisons financières. ■

La fonction d'imam diffère énormément selon le courant islamique : chiite, sunnite, kharisjisme

Sur 300 mosquées, 70 reconnues

La Belgique compte quelque 300 mosquées. Seules 70 sont reconnues dont 15 à Bruxelles, une douzaine en Flandre, une quarantaine en Wallonie. L'État participe aux frais des mosquées reconnues à hauteur de 30 à 40 %. Les mosquées reconnues ont un

cadre légal avec une comptabilité contrôlée et une formation obligatoire des imams deux fois par mois.

Ces 300 mosquées sont réparties entre plusieurs ethnies. Chaque mosquée a sa langue ou son dialecte. La

moitié des mosquées sont arabophones. Une certaine sont turcophones. Les quarante mosquées restantes se répartissent entre une douzaine d'ethnies différentes : albanais, africain, pakistanais, bosniaque et même des mosquées rom's.

C.Ern.

«C'est toute une mentalité à changer»

Jamal Habbachich, vous êtes administrateur de l'Union des mosquées de Bruxelles.

Comment réagissez-vous aux événements ?

Ce qui se passe est très dur pour nous aussi. Tout notre travail d'ouverture est démolé par quelques inconscients.

Qu'est-ce qui pose problème avec certains imams en Belgique ?

Le premier problème des imams est linguistique puisque la majorité ne parle pas français. Ces imams qualifiés «d'indépendants» ont entre 40 et 60 ans. Ils sont arabophones et traditionnels. Ils ont une vision statique du Coran et connaissance élémentaire de la religion. Quand vous n'avez pas la langue et que vous continuez à vivre dans votre culture d'origine, la gentillesse et la sympathie ne suffisent pas. L'autre problème, c'est qu'en Belgique, nous n'avons pas une autorité qui coiffe tous les imams.

Les imams ne sont donc pas encadrés.

Aucune structure n'oblige les imams à se former et ils ont parfois une conscience très moyenne de ce qu'est vrai-

ment l'Islam. Ils sont peu outillés pour répondre aux jeunes d'ici et ces derniers vont alors chercher des réponses sur internet.

Qu'est-ce que les autorités belges pourraient faire pour sortir de cette situation obscure ?

Nous demandons depuis douze ans un institut de formation musulmane sans qu'une solution soit trouvée. Les autorités belges ont accepté cette année mais ils ne sont toujours pas d'accord entre eux sur les modalités concrètes. On attend de voir. Les imams doivent apprendre à démanteler l'argumentaire radical.

Comment ?

Ils doivent sortir d'un Islam de règles pour venir au sens et aux valeurs. C'est toute une mentalité qu'il faut changer sinon les musulmans vont rester piégés dans des contraintes et des interdits. Certains imams n'entendent pas ce que je dis là d'une bonne oreille. Mais ils doivent apprendre un Islam comme il peut se vivre en Europe et pas comme s'ils vivaient dans un coin du désert. ■ **C.Ern.**